

Angola/Politique

Après 38 ans au pouvoir, dos Santos passe officiellement le relais à son dauphin

AFP  
Luanda/Angola

LE règne de 38 ans de José Eduardo dos Santos à la tête de l'Angola a officiellement pris fin mardi avec la prestation de serment de son dauphin, Joao Lourenço, un pur produit du MPLA, le parti tout puissant depuis l'indépendance en 1975.

José Eduardo dos Santos, âgé de 75 ans et à la santé fragile, avait surpris cette année en annonçant qu'il ne briguerait pas un autre mandat à l'issue des élections du 23 août, remportées haut la main par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Mais il passe le relais à un général à la retraite d'une loyauté absolue vis-à-vis de l'ancien parti unique.

"En prenant le poste de président de la République, moi, Joao Manuel Gonçalves Lourenço, jure sur mon honneur de me consacrer pleinement aux fonctions qui m'incombent désormais", a déclaré le nouveau président, en prêtant serment sur la Constitution.

La cérémonie d'investiture du troisième chef de l'État angolais se tenait sur la place de la République de Luanda, en bordure de l'océan Atlantique, en présence de José Eduardo dos Santos, de plusieurs dirigeants africains - dont Paul Kagame (Rwanda) et Jacob Zuma (Afrique du Sud) et de milliers de supporters.

Joao Lourenço, ancien ministre de la Défense de 63 ans, a fait de la relance de l'économie sa priorité, s'engageant mardi à "promouvoir la stabilité, le bien-être et le progrès social de tous les Angolais".

Celui qui veut entrer dans l'histoire de son pays comme "l'homme du miracle économique" a promis de lancer des "politiques d'emploi et de lutte contre la pauvreté", alors que l'Angola, qui dispute au Nigeria le titre de premier producteur africain d'or noir, figure parmi les pays les plus pauvres du continent.

La tâche s'annonce ardue. José Eduardo dos Santos laisse un pays secoué par une grave crise économique depuis trois ans: la chute durable des cours du pétrole, qui fournit à l'Angola 70% de ses

recettes fiscales et la quasi-totalité de ses entrées en devises, a fait virer au rouge vif tous les clignotants de l'économie.

• **LE PRÉSIDENT DE TOUS** "Je serai le président de tous les Angolais", a affirmé le nouveau chef de l'État mardi, alors que l'opposition, qui conteste les résultats des élections législatives, boycottait la cérémonie d'investiture. Le MPLA a emporté 150 des 220 sièges du parlement, soit plus des deux tiers nécessaires pour faire passer ses projets de loi sans le soutien d'un autre parti. La Constitution angolaise ne prévoit pas de scrutin présidentiel, mais précise que le poste de chef de l'État revient à la tête de liste du parti qui a remporté les législatives.

S'il quitte la présidence de l'Angola en la confiant à un proche, José Eduardo dos Santos a toutefois pris soin de verrouiller le pays.

Il conserve la tête du MPLA jusqu'en 2022, si sa santé le lui permet. Il a placé les membres de sa famille à des postes-clés dans le pétrole, les



Le nouveau président angolais, Joao Lourenço (cravate rouge), au terme de son investiture.

banques, les télécoms et les médias.

Il a aussi fait adopter, avant les élections, des lois qui lui assurent son impunité judiciaire et gèlent pour plusieurs années toute la hiérarchie de l'appareil sécuritaire, composée d'hommes qui lui doivent tout. De nombreux chefs d'Etat avaient fait le déplacement mardi pour le saluer lui et son successeur: Marcelo Rebelo de Sousa (Portugal), l'ancienne puissance coloniale de l'Angola, Edgar Lungu (Zambie), Alassane Ouattara (Côte

d'Ivoire), Joseph Kabila (RD Congo) et Teodoro Obiang Nguema (guinée équatoriale). Ce dernier, doyen politique des chefs d'Etat africains, était arrivé au pouvoir en 1979, un petit mois seulement avant José Eduardo dos Santos. L'Union européenne, via sa cheffe de la diplomatie Federica Mogherini, s'est réjouie de pouvoir travailler avec le nouveau président angolais afin de "renforcer encore plus (les) relations" entre Luanda et Bruxelles et "intensifier le dialogue existant".

Côte d'Ivoire / Troubles

Attaque d'un commissariat par des hommes armés

AFP  
Abidjan/ Côte d'Ivoire

Des hommes armés ont attaqué un commissariat de police et se sont emparés d'armes dans le quartier populaire d'Abobo, dans le nord d'Abidjan, a appris l'AFP de source sécuritaire.

"Des individus armés ont attaqué le commissariat du 34e arrondissement à Abobo sans faire de dégâts corporels (pas de blessés). Ils ont mis les policiers en fuite. Ils se sont emparés d'armes", a affirmé cette source sous le couvert de

l'anonymat. Cette attaque survient après une série d'attaques ces derniers mois.

Le 19 juillet, des hommes armés avaient pris d'assaut l'école de police d'Abidjan, dans le quartier huppé de Cocody, s'emparant d'armes avant une fusillade avec les forces de l'ordre (un mort) pendant leur fuite. Au moins quatre autres attaques --moins importantes, sans blessés-- ont suivi: Azaguié (22 juillet), Fresco (29 juillet), Adzopé (4 août) et Songon (3 septembre). Affirmant détenir des preuves, les autorités et le président Alas-

sane Ouattara lui-même ont dénoncé l'action de "déstabilisateurs" en exil proches de l'ancien président Laurent Gbagbo, actuellement jugé par la CPI à La Haye. Ces derniers ont vigoureusement démenti, estimant que les accusations étaient "loufoques".

En parallèle de ces attaques, trois évènements, dont deux spectaculaires, ont eu lieu au pénitencier de Katiola (centre, une centaine de détenus, 3 septembre), au Palais de Justice d'Abidjan en plein centre de la capitale économique (20 évadés, 8 août) et à Gagnoa (centre, 5 détenus, 6 août).

Cette série survient après la cascade de mutineries d'anciens rebelles intégrés dans l'armée après avoir contribué à porter M. Ouattara au pouvoir en 2011, qui ont ébranlé le pays en janvier et en mai, notamment dans les deux principales villes, Abidjan et Bouaké (centre).

Malgré cette recrudescence de violences, le président Ouattara s'est voulu rassurant, déclarant il y a dix jours: "Les récentes attaques (...) ne troublent pas notre sommeil. Nous travaillons à cela pour la sécurité des Ivoiriens". Les forces de sécurité ont ainsi lancé une grande opération

"Épervier" de sécurisation du quartier populaire de Yopougon, troublé par une augmentation de la délinquance ces dernières semaines, tandis que les forces de police se sont montrées bien plus visibles dans la capitale économique avec de nombreux contrôles nocturnes.

Les mutineries avaient conduit le président à opérer un remaniement ministériel qui a notamment vu l'ancien ministre de l'Intérieur, l'influent Hamed Bakayoko, prendre en charge la Défense et un de ses proches, le préfet d'Abidjan Sidiki Diakité, lui succéder à l'Intérieur.

France/ Construction européenne

Macron exhorte à "l'audace" pour relancer l'Europe

AFP  
Paris/France

"NOUS sommes bousculés, l'audace est notre seule réponse": le président français Emmanuel Macron a proposé mardi des initiatives tous azimuts pour relancer le projet européen et aller vers plus d'intégration dans la défense, l'économie ou la gouvernance.

Dans un discours passionné de plus d'une heure et demie à La Sorbonne, prestigieuse université parisienne, le chef de l'État centriste et pro-européen a affirmé que l'Europe n'avait "pas le choix" si elle voulait exister face à la Chine ou les États-Unis, mais aussi résister à "l'obscurantisme" que portent les partis nationalistes.

L'Europe est "trop faible, trop lente, trop inefficace", a-t-il déclaré lors de ce discours ne visant pas,

selon lui, à délivrer "des outils", mais à donner à l'UE "une nouvelle ambition". "Nous avons besoin à 28 d'une Europe plus simple, moins bureaucratique". Ce discours était le troisième consacré à l'Europe depuis son élection en mai.

Il a tenu à attendre le résultat des élections allemandes de dimanche pour présenter son projet, la France ne pouvant réformer l'Europe sans l'appui du plus puissant pays de l'UE.

Même si la victoire d'Angela Merkel a été plus courte que prévu, M. Macron s'est déclaré persuadé que Paris et Berlin resteraient le moteur de l'Europe. Car, selon lui, la "réponse" de la chancelière "ne sera ni le repli ni la timidité, mais l'audace et le sens de l'Histoire". Il a proposé de donner une "impulsion franco-allemande", consistant à "intégrer totalement" d'ici 2024 les marchés des deux pays en "appliquant les mêmes règles à nos entreprises, du droit

des affaires au droit des faillites".

• **AMBITIEUX** Au-delà, M. Macron assume vouloir une Europe "à plusieurs vitesses", ce qui est déjà le cas, donc "n'ayons pas peur de le dire". Il entrevoit même que "le Royaume-Uni puisse (y) trouver sa place" malgré le Brexit.

Affirmant à plusieurs reprises que c'était "le bon moment" pour "être ambitieux", il a énuméré une vingtaine de propositions concrètes, allant d'une Europe de la Défense à la convergence fiscale et sociale, ou encore l'extension du programme Erasmus au-delà du monde étudiant. Parmi ces projets figurent ainsi les créations d'une force commune d'intervention européenne pour 2020.

Il souhaite aussi la création d'une Agence européenne de l'innovation numérique ou d'un Office européen de l'asile "pour maîtriser efficacement nos frontières et ac-

cueillir dignement les réfugiés". Le président français veut également une plus grande convergence économique et sociale, avec un rapprochement des taux d'impôt sur les sociétés pour 2020 ainsi qu'un salaire minimum, adapté à la réalité économique de chaque pays.

Emmanuel Macron a par ailleurs proposé de créer au niveau européen "une taxe sur les transactions financières" (TTF), qui serait "affectée intégralement à l'aide" au développement. Un projet jusqu'ici resté dans les cartons, en raison de réticences de la plupart des États européens.

M. Macron propose en outre que chaque jeune Européen passe au moins 6 mois dans un autre pays européen (50% d'une classe d'âge en 2024) et que chaque étudiant parle deux langues européennes d'ici 2024.

Pour lancer cette "refondation", le président veut initier début 2018 un vaste débat avec des "conven-

tions démocratiques" "dans tous les pays volontaires".

Il présentera auparavant ses propositions aux autres dirigeants européens, qu'il retrouvera fin octobre pour un sommet à Bruxelles. Il a préparé le terrain en ayant vu en tête à tête, depuis son élection, 22 de ses 27 collègues.

Avant même la fin de la discussion initiée par M. Macron avec les étudiants présents, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a salué ce "discours très européen". "L'Europe a besoin de courage", a-t-il souligné, tout en se distançant des déclarations de M. Macron sur l'Europe "à plusieurs vitesses".

Sur Twitter, des membres de l'exécutif européen ont vivement applaudi plusieurs passages du discours, même si certains ont fait remarquer qu'il comprenait plusieurs initiatives déjà lancées ou proposées par Bruxelles.

L'Afrique en bref

• **Tchad / Décret migratoire américain** N'Djaména transmet "son sentiment d'injustice"

Le gouvernement tchadien a exprimé à l'ambassade américaine à N'Djaména son "sentiment d'injustice" à la suite du décret migratoire du président Donald Trump interdisant aux ressortissants tchadiens l'accès au territoire américain, a-t-on annoncé mardi de source officielle.

• **Soudan du Sud** 7,6 millions de personnes en quête d'aide

Le nombre de personnes au Soudan du Sud ayant besoin d'aide atteint désormais 7,6 millions, selon l'ONU, dont plusieurs membres, exaspérés par la poursuite des violences dans ce jeune pays né en 2011, évoquent un recours à des sanctions internationales.

• **Centrafrique/ Violences**

23.000 déplacés dans l'ouest

Quelque 23.000 personnes ont fui Bocaranga et Niem, deux villes du nord-ouest de la Centrafrique et proches du Cameroun, en raison des violences, a-t-on appris mardi auprès du Bureau des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha).

A travers le monde

• **Italie/ Libye** Le maréchal Haftar reçu à Rome

L'homme fort de l'est de la Libye, le maréchal Khalifa Haftar, a été reçu mardi à Rome par un ministre italien, renforçant encore davantage la stature internationale de l'opposant numéro un au gouvernement d'entente nationale, basé à Tripoli.

• **Allemagne/ Au lendemain des Législatives**

Les divisions freinent la quête d'une majorité de gouvernement

Après le choc du résultat des législatives, le monde politique allemand tente de favoriser l'émergence d'une majorité gouvernementale viable, alors qu'Angela Merkel doit faire face à de premiers signes de contestation dans son parti.

• **Colombie/ Processus de paix**

La Farc "s'indigne" du non respect des accords de paix

La direction de la Farc, parti politique issu de la principale guérilla de Colombie, a accusé le président Juan Manuel Santos de ne pas respecter "les garanties minimales" de l'accord de paix signé en 2016, et l'a exhorté à respecter ses engagements.